

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.620/4
DU 5 JANVIER 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification, le 9 décembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "relatif à la conservation obligatoire d'objets perdus par le transporteur ferroviaire", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Il résulte du nouvel alinéa 4 en projet que l'intention des auteurs de l'avant-projet est de rendre applicable le nouveau régime qu'il envisage de mettre en place aux objets visés à l'article 21, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 août 1891 portant la révision du titre du Code de commerce concernant la convention de transport à savoir les "bagages non réclamés après l'arrivée du train et ceux que le voyageurs demandent à laisser en dépôt".

À la lumière des autres dispositions de la loi du 25 août 1891 précitée sont en tout cas visées les deux catégories de bagages suivantes :

- 1/ les bagages que le voyageur a fait transporter et qu'il ne réclame pas à l'arrivée du train;
- 2/ les bagages que le voyageur a demandé à laisser en dépôt dans un local destiné à cet effet.

Il n'est par ailleurs pas clair de savoir si l'expression "bagages non réclamés après l'arrivée du train" dont il est question à l'alinéa 1^{er} de l'article 21, vise aussi une troisième catégorie de bagages, par ailleurs, expressément couverte par le champ d'application de la loi du 28 février 1860 qui rend les dispositions du décret du 13 août 1810 applicables aux objets oubliés dans les stations de chemins de fer ou non

réclamés dans un délai ⁽¹⁾, à savoir les bagages que le voyageur a gardés avec lui dans le train et qui sont retrouvés dans le train à sa destination finale.

À la suite du nouveau système envisagé et de l'abrogation de la loi du 28 février 1860 précitée, ne sera en tout état de cause pas visée par les nouvelles dispositions en projet une autre catégorie également visée par la loi du 28 février 1860 précitée à savoir les objets oubliés ⁽²⁾ ou abandonnés ⁽³⁾ dans les stations, les bureaux, les salles d'attente et les autres dépendances des installations du transporteur ferroviaire.

Comme telle ne semble pas être leur intention, les auteurs de l'avant-projet sont invités à revoir fondamentalement les dispositions en projet afin de couvrir l'ensemble des diverses catégories d'objets énumérés ci-avant.

Sans doute conviendrait-il à cet égard de fixer les règles du nouveau système dans des dispositions autonomes plutôt que de modifier le régime juridique du contrat de transport ferroviaire en ce qui concerne les bagages des voyageurs.

2. Dans le cadre du réexamen auquel ils sont invités à procéder et s'agissant des bagages "oubliés ou abandonnés" par les voyageurs, les auteurs de l'avant-projet doivent également pouvoir justifier, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, pour quelle raison les dispositions de l'avant-projet diffèrent fondamentalement de celles prévues par la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion. Cette loi prévoit notamment un délai de conservation de six mois, la tenue d'un registre des biens concernés consultable par tout intéressé et une procédure destinée à avertir le propriétaire ou ses ayants droit lorsqu'ils sont connus.

⁽¹⁾ Loi que l'article 4 de l'avant-projet abroge.

⁽²⁾ Objets qui en droit commun sont qualifiés d'"épaves".

⁽³⁾ Objets qui en droit commun sont qualifiés de "*res derelictae*".

S'agissant cette fois des biens remis à l'expédition et non réclamés à destination ⁽⁴⁾ ou laissés en dépôt dans une station ⁽⁵⁾, une observation similaire peut être faite, par rapport à la loi du 21 février 1983 relative à la vente de certains objets abandonnés. Cette loi prévoit notamment un délai de conservation d'un an et l'envoi d'une lettre recommandée au dernier domicile connu du propriétaire, par le dépositaire.

3. L'exposé des motifs dispose d'une part que

"Lorsqu'un objet est retrouvé (lire : trouvé), le transporteur ferroviaire doit cependant poursuivre ses efforts pour en retrouver le propriétaire et, le cas échéant, contacter la personne en question",

et d'autre part que

"Le transporteur ferroviaire veillera à ce que les données personnelles figurant sur certains objets perdus soient effacées avant que ces objets ne soient mis à la disposition de ces entreprises d'économie sociale d'insertion. (p. ex. les fichiers sur un ordinateur portable)."

Ces obligations doivent être mentionnées dans le texte même de l'avant-projet ⁽⁶⁾.

C'est sous réserve des observations générales qui précèdent que sont formulées les observations particulières qui suivent.

⁽⁴⁾ Voir les articles 18 et 19 de la loi du 25 août 1891 précitée.

⁽⁵⁾ Voir l'article 21, alinéas 1^{er} et 3 de la loi du 25 août 1891 précitée.

⁽⁶⁾ Voir les lois du 30 décembre 1975 et 21 février 1983 précitées. En outre, selon H. De PAGE et R. DEKKERS, "Une bonne législation des épaves doit donc commencer par organiser une publicité, qui avertisse les propriétaires de la découverte des biens qu'ils ont perdus, et qui leur indique le lieu où ils pourront les reprendre" (*Traité élémentaire de droit civil belge*, T.6, 1942, n/ 34, p. 31).

Observations particulières

Intitulé

L'intitulé sera adapté afin de tenir compte des observations générales. Si telle est bien l'intention des auteurs de l'avant-projet, cet intitulé ne peut être rédigé de manière telle qu'il donnerait à penser qu'il ne concerne que les objets perdus et non les autres catégories mentionnées dans l'observation générale 1.

Dispositif

Article 2

(article 21 en projet de la loi du 25 août 1891)

1. L'article 21, alinéa 4, en projet dispose notamment que

"(...) la propriété des biens sera transférée à des entreprises d'économie sociale d'insertion, (...)".

L'usage du verbe "transférer" est critiquable. En effet, la notion de transmission ⁽⁷⁾ de propriété implique que l'on soit en présence d'un mode dérivé d'acquisition de la propriété ⁽⁸⁾. Or, le régime des épaves est un mode originaire d'acquisition de la propriété ⁽⁹⁾. Par ailleurs, l'on ne peut non plus parler à proprement dit de "transfert" s'agissant des biens remis à l'expédition ou non réclamés à destination ou laissés en dépôt dans une station ⁽¹⁰⁾.

⁽⁷⁾ Ou de transfert, les deux mots étant synonymes.

⁽⁸⁾ J. HANSENNE, *Les biens*, Ed. Collection Scientifique de la Faculté de Droit de Liège, 1996, n° 205, pp. 217 et 218.

⁽⁹⁾ J. HANSENNE, *Op. cit.*, n° 219 et 220, pp. 231 à 233.

⁽¹⁰⁾ L'acquisition d'un bien dans le cadre de la loi du 21 février 1983 précitée est également, du moins pour cet auteur, un mode originaire d'acquisition de la propriété (*Op. cit.*, n° 264, p. 269).

L'expression "sera transférée" est également ambiguë dans la mesure où elle pourrait laisser penser à un transfert automatique de la propriété aux entreprises d'économie sociale d'insertion une fois écoulé le délai de cinquante jours. Or, il n'en est rien, comme le prouve la seconde phrase de l'alinéa 5 en projet qui dispose que

"(...) Le transporteur ferroviaire peut également disposer des objets qui n'ont pas fait l'objet au terme du délai de 50 jours du transfert de propriété visé à l'alinéa 4".

En réalité, la proposition entend permettre l'attribution à certaines entreprises d'économie sociale d'insertion de la propriété des biens mentionnés à l'article 21, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 août 1891 précitée, et ce aux conditions prévues par la loi. Cette attribution ne s'opérera que par le choix que feront ces entreprises de tels ou tels biens.

L'avant-projet sera modifié afin de tenir compte des observations qui précèdent.

2. L'article 21, alinéa 4, deuxième phrase, en projet, dispose que

"Les frais éventuels de ces transferts sont à la charge de ces entreprises."

Il y a donc lieu de considérer que l'attribution de propriété des biens concernés aux entreprises d'économie sociale d'insertion se fait sans autre contrepartie, y compris pour ce qui concerne d'éventuels frais de conservation.

3. L'article 21, alinéa 4, première phrase, *in fine* en projet, dispose que l'attribution de la propriété des biens mentionnés à l'article 21, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 août 1891 précitée à certaines entreprises d'économie sociale d'insertion se fait "par dérogation aux dispositions de l'article 2279, deuxième alinéa ⁽¹¹⁾, du Code civil".

⁽¹¹⁾ Il y a lieu d'écrire "alinéa 2".

Une formule semblable se trouve à l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 décembre 1975 précitée qui dispose que

"Par dérogation aux dispositions de l'article 2279, deuxième alinéa, du Code civil, les biens non réclamés par leur propriétaire ou ses ayants droit deviennent propriété de la commune, à l'expiration des délais fixés à l'article 2".

La section de législation peut cependant douter que ce soit l'action en revendication limitée de trois ans prévue à l'article 2279, alinéa 2, du Code civil qui, en l'absence d'une dérogation expresse, aurait été d'application en l'espèce ou dans les cas réglés par la loi du 30 décembre 1975 précitée. En effet, le propriétaire d'un objet perdu peut le revendiquer pendant trente ans, conformément à l'article 2262 du Code civil, contre celui qui l'a trouvé ⁽¹²⁾ ou tout possesseur sachant ou devant savoir que le bien avait été perdu ⁽¹³⁾ ⁽¹⁴⁾. L'article 2279, alinéa 2, est également étranger aux relations entre un déposant et un dépositaire.

Dans l'avant-projet mieux vaut donc prévoir, que l'attribution des biens fait obstacle à toute réclamation du propriétaire, que ce soit à l'égard des entreprises d'économie sociale d'insertion dans l'hypothèse de l'article 21, alinéa 4, en projet, ou à l'égard du transporteur ferroviaire dans l'hypothèse de l'article 21, alinéa 5, en projet.

3. Selon l'exposé des motifs :

"Le transporteur ferroviaire conclura une convention avec un nombre limité de partenaires intéressés qui disposent d'un réseau suffisamment étendu pour prendre en charge tous les objets trouvés au moins au niveau régional. Ces entreprises seront elles-mêmes responsables du tri des objets."

⁽¹²⁾ En l'espèce, le transporteur ferroviaire.

⁽¹³⁾ Tel est le cas des entreprises d'économie sociale d'insertion. L'article 2279, alinéa 2, du Code civil ne s'appliquera que dans l'hypothèse où un tiers acquiert le bien d'une entreprise d'économie sociale d'insertion en ignorant que ce bien a été perdu.

⁽¹⁴⁾ H. DE PAGE et R. DEKKERS, *Op. cit.*, n° 36, p. 34 et n° 38, p. 36. H. DE PAGE et R. DEKKERS, *Traité élémentaire de droit civil belge*, T. V, éd. 2, Bruxelles, Bruylant, 1975, n° 1076, pp. 947 et s.; J. HANSENNE, *Op. cit.*, n° 246, p. 255 et n° 254, p. 262; VERHEYDEN-JEANMART, P. COPPENS et C. MOSTIN, "Examen de jurisprudence (1989 à 1998). Les biens", *R.C.J.B.* 2000, n° 60, p. 156 et n° 85, p. 189.; R. DEKKERS en E. DIRIX, *Handboek burgerlijk recht*, Deel II, éd. 3, 2005, n° 241, p. 102 et n° 375, p. 150.

Par ailleurs, l'article 21, alinéa 4, en projet, de la loi du 25 août 1891 précitée prévoit que les entreprises d'économie sociale d'insertion concluront chacune une convention de recyclage avec le transporteur ferroviaire. Cette disposition ne précise pas selon quelle procédure le nombre limité de ces entreprises sera déterminé.

S'agissant du caractère particulier du mécanisme envisagé et de la nature spécifique des entreprises potentiellement concernées par les conventions de recyclage, la question se pose s'il ne conviendrait pas d'imposer dans la loi le respect par le transporteur ferroviaire d'un mode de désignation transparente.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.620/4
VAN 5 JANUARI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 9 december 2009 door de Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "met betrekking tot verplichte bewaring van verloren voorwerpen door de spoorwegvervoerder", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Uit het nieuwe ontworpen vierde lid blijkt dat het de bedoeling van de stellers van het voorontwerp is de nieuwe regeling die het beoogt in te voeren toepasselijk te verklaren op de voorwerpen bedoeld in artikel 21, eerste lid, van de wet van 25 augustus 1891 houdende herziening van de titel van het Wetboek van Koophandel betreffende de vervoerovereenkomst, namelijk de "bagage die na de aankomst van de trein niet wordt afgehaald en de bagage die de reizigers verlangen in bewaring te geven".

In het licht van de overige bepalingen van de voornoemde wet van 25 augustus 1891 zijn in ieder geval de volgende twee categorieën van bagage bedoeld :

- 1/ de bagage die de reiziger heeft laten vervoeren en die hij bij de aankomst van de trein niet afhaalt;
- 2/ de bagage waarvan de reiziger de bewaargeving in een daartoe bestemd lokaal heeft gevraagd.

Het is bovendien niet duidelijk of de uitdrukking "bagage die na de aankomst van de trein niet wordt afgehaald", gebezigd in het eerste lid van artikel 21, ook op een derde categorie van bagage betrekking heeft, waarop het toepassingsgebied van de wet van 28 februari 1860 waarbij de bepalingen van het decreet van 13 augustus 1810 van toepassing worden verklaard op de voorwerpen die zijn achtergelaten in de

.../...

spoorwegstations of die niet binnen een bepaalde termijn zijn opgeëist ⁽¹⁾, uitdrukkelijk betrekking heeft, namelijk de bagage die de reiziger in de trein bij zich heeft gehouden en die in de trein wordt teruggevonden wanneer deze zijn eindbestemming heeft bereikt.

Ten gevolge van de nieuwe, in uitzicht gestelde regeling en van de opheffing van de voormelde wet van 28 februari 1860, zullen de nieuwe ontworpen bepalingen in ieder geval niet een andere categorie beogen die eveneens wordt vermeld in de voornoemde wet van 28 februari 1960, namelijk de voorwerpen vergeten ⁽²⁾ of achtergelaten ⁽³⁾ in stations, kantoren, wachtkamers en andere aanhorigheden van de voorzieningen van de spoorwegvervoerder.

Aangezien zulks niet de bedoeling lijkt van de stellers van het voorontwerp, worden ze verzocht de ontworpen bepalingen grondig te herzien opdat ze alle verschillende categorieën van de hiervoren opgesomde voorwerpen bestrijken.

Wellicht dienen in dit opzicht de regels van het nieuwe systeem te worden vastgelegd in autonome bepalingen, veeleer dan de rechtsregeling van de vervoerovereenkomst voor spoorwegvervoer inzake de bagage van reizigers te wijzigen.

2. In het kader van het heronderzoek dat ze verzocht worden te verrichten en daar het gaat om bagage die reizigers "vergeten of achterlaten", moeten de stellers van het voorontwerp uit het oogpunt van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet eveneens kunnen wettigen om welke reden de bepalingen van het voorontwerp grondig verschillen van die van de wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting. Deze wet voorziet in een bewaartermijn van zes maanden, het bijhouden van een register van de betrokken goederen dat door iedere belanghebbende kan worden ingezien en een procedure om de eigenaar of zijn rechtverkrijgenden, wanneer ze bekend zijn, op de hoogte te brengen.

⁽¹⁾ Wet die bij artikel 4 van het voorontwerp wordt opgeheven.

⁽²⁾ Voorwerpen die in het gemene recht "onbeheerde goederen" worden genoemd.

⁽³⁾ Voorwerpen die in het gemene recht "*res derelictae*" worden genoemd.

Aangezien het ditmaal gaat om goederen die bij de verzending overhandigd zijn en die op de bestemming niet worden afgehaald ⁽⁴⁾ of die in een station in bewaring gegeven zijn ⁽⁵⁾, kan een soortgelijke opmerking worden gemaakt, wat betreft de wet van 21 februari 1983 betreffende de verkoop van sommige achtergelaten voorwerpen. Deze wet voorziet inzonderheid in een bewaartermijn van een jaar en in toezending van een aangetekende brief, gericht tot de laatste bekende woonplaats van de eigenaar, door de bewaarnemer.

3. In de memorie van toelichting staat enerzijds dat

"Wanneer een voorwerp gevonden wordt, (...) de spoorwegvervoerder de inspanning evenwel (moet) blijven leveren om na te gaan aan wie het goed toebehoort en desgevallend de persoon in kwestie te contacteren",

en anderzijds dat

"De spoorwegvervoerder (...) er over (zal) waken dat persoonlijke en persoonsgegevens die op sommige voorwerpen terug te vinden zijn, worden verwijderd vooraleer zij ter beschikking worden gesteld van de ondernemingen van sociale inschakelingseconomie (vb. bestanden op een laptop)."

Deze verplichtingen moeten in de tekst zelf van het voorontwerp worden vermeld ⁽⁶⁾.

Onder voorbehoud van de algemene opmerkingen die voorafgaan, worden de volgende bijzondere opmerkingen gemaakt.

⁽⁴⁾ Zie de artikelen 18 en 19 van de voornoemde wet van 25 augustus 1891.

⁽⁵⁾ Zie artikel 21, eerste en derde lid, van de voormelde wet van 25 augustus 1891.

⁽⁶⁾ Zie de voormelde wetten van 30 december 1975 en 21 februari 1983. H. DE PAGE en R. DEKKERS stellen bovendien het volgende : "Une bonne législation des épaves doit donc commencer par organiser une publicité, qui avertisse les propriétaires de la découverte des biens qu'ils ont perdus, et qui leur indique le lieu où ils pourront les reprendre"(*Traité élémentaire de droit civil belge*, boekdeel 6, 1942, nr. 34, blz. 31).

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

Het opschrift moet worden aangepast om met de algemene opmerkingen rekening te houden. Indien dit wel de bedoeling van de stellers van het voorontwerp is, mag dit opschrift niet zo worden geredigeerd dat het de indruk zou wekken dat het alleen verloren voorwerpen betreft en niet de andere categorieën vermeld in de algemene opmerking 1.

Dispositief

Artikel 2

(ontworpen artikel 21 van de wet van 25 augustus 1891)

1. Het ontworpen artikel 21, vierde lid, bepaalt inzonderheid dat

"(...) zal de eigendom overgedragen worden aan ondernemingen van sociale inschakelingseconomie, (...)".

Het gebruik van het werkwoord "overdragen" is voor kritiek vatbaar. Het begrip overdracht ⁽⁷⁾ van eigendom impliceert dat men te maken heeft met een afgeleide wijze van eigendomsverkrijging ⁽⁸⁾. De regeling van onbeheerde goederen is echter een oorspronkelijke wijze van eigendomsverkrijging ⁽⁹⁾. Bovendien kan men eigenlijk niet meer spreken van "overdracht", daar het gaat om goederen die bij de verzending

⁽⁷⁾ Of overgang, daar de twee synoniem zijn.

⁽⁸⁾ J. HANSENNE, *Les biens*, Ed. Collection Scientifique de la Faculté de Droit de Liège, 1996, nr. 205, blz. 217 en 218.

⁽⁹⁾ J. HANSENNE, *Op. cit.*, nrs. 219 en 220, blz. 231 tot 233.

overhandigd zijn of die op de bestemming niet worden afgehaald of in een station in bewaring worden gegeven ⁽¹⁰⁾.

De formulering "zal overgedragen worden" is ook dubbelzinnig, aangezien ze de indruk kan wekken dat zodra de termijn van vijftig dagen verstreken is, de eigendom automatisch overgedragen wordt aan ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie. Dat is echter niet zo, zoals blijkt uit de tweede zin van het ontworpen vijfde lid, die het volgende bepaalt :

"(...) De spoorwegvervoerder mag eveneens beschikken over de goederen die na het verstrijken van de termijn van 50 dagen niet het voorwerp hebben uitgemaakt van de eigendomsoverdracht bedoeld in alinea 4."

De zin is eigenlijk bedoeld om het mogelijk te maken de eigendom van de goederen genoemd in artikel 21, eerste lid, van de voornoemde wet van 25 augustus 1891 toe te wijzen aan sommige ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie, en dit op de voorwaarden bepaald in de wet. Die toewijzing vindt pas plaats indien die ondernemingen voor deze of gene goederen kiezen.

Het voorontwerp moet gewijzigd worden om te voldoen aan de bovenstaande opmerkingen.

⁽¹⁰⁾ De verkrijging van een goed in het kader van de voornoemde wet van 21 februari 1983 is eveneens, althans voor deze auteur, een oorspronkelijke wijze van eigendomsverkrijging (*Op. cit.*, nr. 264, blz. 269).

2. Het ontworpen artikel 21, vierde lid, tweede zin, bepaalt het volgende :

"De eventuele kosten voor deze overdracht zijn voor rekening van deze ondernemingen."

Er kan dus van worden uitgegaan dat de eigendom van de betrokken goederen zonder enige andere tegenprestatie aan ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie toegewezen wordt, ook wat eventuele bewaringskosten betreft.

3. Het ontworpen artikel 21, vierde lid, eerste zin, *in fine*, bepaalt dat de toewijzing van de eigendom van de goederen genoemd in artikel 21, eerste lid, van de voornoemde wet van 25 augustus 1891 aan sommige ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie geschiedt "in afwijking van artikel 2279, tweede lid ⁽¹¹⁾, van het Burgerlijk Wetboek".

Een soortgelijke formulering staat in artikel 4, eerste lid, van de voornoemde wet van 30 december 1975, dat het volgende bepaalt :

"In afwijking van artikel 2279, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek worden de goederen die na het verstrijken van de in artikel 2 gestelde termijnen niet door hun eigenaar of diens rechtverkrijgenden zijn opgeëist, eigendom van de gemeente".

De afdeling wetgeving kan er evenwel aan twijfelen dat het de vordering tot teruggave beperkt tot drie jaar is waarin artikel 2279, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek voorziet die bij ontstentenis van een uitdrukkelijke afwijkingsbepaling *in casu* of in de gevallen geregeld in de voornoemde wet van 30 december 1975 van toepassing zou zijn geweest. Immers, de eigenaar van een verloren voorwerp kan dat voorwerp overeenkomstig artikel 2262 van het Burgerlijk Wetboek gedurende dertig jaar terugvorderen van diegene die het gevonden heeft ⁽¹²⁾ of van iedere bezitter die weet of

⁽¹¹⁾ In de Franse tekst schrijve men "alinéa 2" in plaats van "deuxième alinéa".

⁽¹²⁾ *In casu* de spoorwegvervoerder.

moet weten dat het goed verloren was ⁽¹³⁾ ⁽¹⁴⁾. Artikel 2279, tweede lid, heeft evenmin iets van doen met de betrekkingen tussen een bewaargever en een bewaarnemer.

Het zou dus beter zijn in het voorontwerp te bepalen dat na toewijzing van de goederen geen vordering van de eigenaar meer mogelijk is, noch ten aanzien van de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie in het geval van het ontworpen artikel 21, vierde lid, noch ten aanzien van de spoorwegvervoerder in het geval van het ontworpen artikel 21, vijfde lid.

3. Luidens de memorie van toelichting :

"(zal) (d)e spoorwegvervoerder (...) een conventie sluiten met een beperkt aantal geïnteresseerde partners, die een voldoende uitgebreid netwerk hebben om minstens regionaal alle voorwerpen uit alle terminusstations over te nemen. Deze ondernemingen zijn dan zelf verantwoordelijk voor het sorteren van de voorwerpen."

Daarnaast bepaalt het ontworpen artikel 21, vierde lid, van de voornoemde wet van 25 augustus 1891 dat elk van de ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie een recyclageovereenkomst afsluit met de spoorwegvervoerder. In die bepaling wordt niet gezegd volgens welke procedure het beperkte aantal van die ondernemingen wordt bepaald.

Vanwege het bijzondere karakter van de in uitzicht gestelde regeling en de specifieke aard van de ondernemingen die mogelijk bij de recyclageovereenkomsten

⁽¹³⁾ Dat geldt voor ondernemingen voor sociale inschakelingseconomie. Artikel 2279, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek is alleen van toepassing wanneer een derde het goed verkrijgt van een onderneming voor sociale inschakelingseconomie zonder te weten dat het gaat om een verloren goed.

⁽¹⁴⁾ H. DE PAGE en R. DEKKERS, *Op. cit.*, nr. 36, blz. 34 en nr. 38, blz. 36. H. DE PAGE en R. DEKKERS, *Traité élémentaire de droit civil belge*, deel V., tweede uitgave, Brussel, Bruylant, 1975, nr. 1076, blz. 947 e.v.; J. HANSENNE, *Op. cit.*, nr. 246, blz. 255 en nr. 254, blz. 262, VERHEYDEN-JEANMART, P. COPPENS en C. MOSTIN, "Examen de jurisprudence (1989 tot 1998). Les biens", *RCJB* 2000, nr. 60, blz. 156 en nr. 85, blz. 189; R. DEKKERS en E. DIRIX, *Handboek burgerlijk recht*, Deel II, derde uitgave, 2005, nr. 241, blz. 102 en nr. 375, blz. 150.

betrokken zijn, rijst de vraag of de wet niet moet voorschrijven dat de spoorwegvervoerder bij het aanwijzen van de ondernemingen doorzichtig te werk moet gaan.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE